

§ 2. Les nombres entre parenthèses indiquent le nombre minimum d'élèves qui doivent fréquenter chaque niveau d'enseignement.

Les normes prévues pour les écoles isolées sont uniquement applicables, par application de l'article 189 du décret, aux écoles ou lieux d'implantation financés ou subventionnés qui sont isolés au 1^{er} septembre 1997.

Art. 7. Le gouvernement peut autoriser les écoles ou implantations de concentration pour une période de quatre ans de l'entrée en vigueur d'une convention de politique d'admission, à déroger aux dispositions des articles 3 et 6 à condition que :

1° l'école ou le lieu d'implantation participe à la convention de politique d'admission;

2° l'autorité scolaire introduise avant le 15 février une demande et un plan d'action auprès du Ministre.

Le VLOR (Conseil flamand de l'Enseignement) et l'inspection scolaire donnent leurs avis sur la demande et le plan d'action.

CHAPITRE 4. — *Sanctions*

Art. 8. Sans préjudice de l'application de l'article 174 du décret, les abus lors du comptage d'élèves réguliers pour les normes de rationalisation et de programmation fixées par le département en application de l'article 177, § 1^{er}, 9° du décret, sont communiqués par lettre recommandée à l'autorité scolaire concernée. La communication mentionne les sanctions éventuelles.

Art. 9. § 1^{er}. Dans un délai de 30 jours civils de la signification de la lettre recommandée, l'autorité scolaire peut introduire un contredit auprès du département.

La signification est censée se produire le troisième jour ouvrable de l'envoi de la lettre recommandée. Les vacances d'automne, de Noël, de Carnaval, de Pâques et d'été suspendent le délai de 30 jours civils.

§ 2. Après réception du contredit et au plus tard 60 jours civils de la signification de la lettre recommandée visée au § 1^{er}, le Département de l'Enseignement soumet, le cas échéant, un dossier avec une proposition de sanction au Ministre.

Art. 10. Dans un délai de trois mois de la signification de la lettre recommandée visée à l'article 8, le Ministre prend une décision concernant la sanction. Cette décision est communiquée par lettre recommandée à l'autorité scolaire concernée.

Au-delà d'un délai de trois mois, aucune sanction ne peut plus être imposée.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 11. La disposition abrogatoire de l'article 183, 4° du décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 13. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 17 juin 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 1471

[C - 97/27367]

2 JUIN 1997. — Arrêté ministériel portant exécution des articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 1997 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Vu l'article 74 du Code du Logement, modifié par le décret du Conseil régional wallon du 1^{er} décembre 1988 et le décret du 19 décembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 1997 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres, notamment les articles 3 et 4,

Arrête :

Article 1^{er}. Introduction de la demande.

La demande de subvention, accompagnée des documents prévus à l'article 3, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 1997, doit être envoyée à la Division du Logement du Ministère de la Région wallonne, avec copie adressée à la Société régionale wallonne du Logement.

Art. 2. Réunion plénière.

§ 1^{er}. Dans les deux mois où la demande a été déclarée complète, sur requête de la Division du Logement, la Société régionale wallonne du Logement organise la réunion plénière visée à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 1997. Elle en fixe la date et convoque les parties.

Assisteront à cette réunion :

— le Directeur général de la Société régionale wallonne du Logement ou son délégué, qui préside la réunion;

— un représentant de la société agréée éventuellement accompagné de l'auteur de projet;

- un représentant de la commune sur le territoire de laquelle sont situés les immeubles visés;
- un représentant de la Division du Logement;
- un représentant de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme;
- lorsque sa présence sera jugée nécessaire, tout autre représentant d'un pouvoir public ou d'un service public.

Au moins vingt jours avant la date retenue, la société agréée fait parvenir à chacune des parties concernées un exemplaire du dossier complet.

§ 2. Au cours de la réunion plénière, une visite sur place a lieu et le dossier présenté par la société est examiné. Chaque participant émet un avis sur l'opération envisagée.

En outre, chacun fait part, s'il y a lieu, de ses remarques, suggestions et propositions.

Les parties non représentées ont la faculté de faire connaître leurs remarques par écrit préalablement à la réunion. Elles ne peuvent cependant s'en prévaloir pour contester les décisions prises en conclusion de celle-ci.

Dans les quinze jours qui suivent la réunion, le Directeur général de la Société régionale wallonne du Logement notifie aux parties concernées le procès-verbal qui reprend toutes les remarques, suggestions et propositions formulées.

Ce procès-verbal est réputé approuvé à défaut de remarque dans les quinze jours de sa notification.

Le procès-verbal de la réunion plénière doit se prononcer sur les points suivants :

- a) le degré d'insalubrité des immeubles proposés pour l'opération;
- b) l'opportunité de procéder aux acquisitions envisagées;
- c) pour les opérations d'amélioration ou de transformation, le type d'agencement proposé pour les logements et l'importance des travaux envisagés;
- d) le montant global des frais susceptible d'être pris en compte pour la passation éventuelle de la convention prévue à l'article 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 1997.

Art. 3. Décisions.

Dans le mois de réception du procès-verbal de la réunion plénière, l'Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine présente à la décision du Ministre les documents suivants :

- a) les arrêtés de reconnaissance d'insalubrité des immeubles concernés;
- b) une dépêche autorisant la société agréée à acquérir ces mêmes immeubles;
- c) un projet de convention, conforme au modèle prévu en annexe du présent arrêté, formant promesse ferme d'intervention de la Région et fixant provisoirement le montant de celle-ci.

Art. 4. Projet.

Dans les deux ans de la signature de la convention ministérielle et avant adjudication des travaux, la société est tenue de présenter à l'approbation de la Division du Logement le projet des travaux proposés. Ce projet devra être accompagné de l'avis favorable rendu par la Société régionale wallonne du Logement.

Art. 5. Le résultat de l'adjudication des travaux est transmis à la Division du Logement en vue d'obtenir l'accord du Ministre portant fixation définitive du montant de l'intervention de la Région.

A défaut d'avoir introduit cette demande dans les trois ans de la signature de la convention ministérielle, visée à l'article 3, c), la société perd tout bénéfice relatif à ladite convention.

Namur, le 2 juin 1997.

W. TAMINIAUX

—

Annexe

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE
Application de l'article 74 du Code du Logement
CONVENTION

Entre la Région wallonne, représentée par M. le Ministre ayant le Logement dans ses attributions,

ci-après dénommés la Région et le Ministre de première part,

et la Société agréée ".....", sise représentée par son Président et son gérant,

ci-après dénommée la Société, de seconde part;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 1997, relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration ou de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres;

Vu l'avis rendu par l'Inspection des Finances, le.....;

Vu l'arrêté ministériel du 2 juin 1997, portant exécution des articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 1997, relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'ensembles d'habitations insalubres,

Il a été convenu :

Article 1^{er} — Objet de la convention

La Région accorde à la Société, aux conditions de la présente convention, une subvention destinée à :

l'acquisition et la transformation ou l'amélioration (des) de l'immeuble(s) sis à

—

—

Cette subvention est allouée dans la mesure où les acquisitions et travaux concernés ne sont pas pris en charge par la Région en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Article 2 — Affectation

Les immeubles acquis, qui font l'objet de travaux de démolition, de transformation ou d'amélioration, doivent recevoir une affectation conforme aux décisions de la réunion plénière.

Article 3 — Acquisition des biens immobiliers

Les acquisitions sont réalisées à l'initiative de la Société.

Les actes sont passés à l'intervention du Comité d'Acquisition d'Immeubles du ressort.

La procédure d'acquisition doit recevoir l'accord de la Société régionale wallonne du Logement.

La procédure d'expropriation d'extrême urgence déterminée par la loi du 26 juillet 1962 pourra être appliquée.

Article 4 — Etude du projet

La Société s'engage à faire procéder à l'étude du projet des travaux en tenant compte des directives et observations formulées lors de la réunion plénière tenue le.....

Ce projet visera à la création de..... logements ventilés comme suit :

- studio(s);
- logement(s) à 1 chambre;
- logement(s) à 2 chambres;
- logement(s) à 3 chambres.

Article 5 — Exécution des travaux

Les travaux sont soumis au régime en vigueur pour les marchés publics. Les adjudicataires sont désignés par la Société. Sur rapport motivé, la Société peut avoir recours à la procédure des travaux en régie.

Les cahiers des charges et documents de base d'adjudication, de même que la désignation des adjudicataires sont soumis à l'accord préalable du Ministre, via la Division du Logement.

Les réceptions provisoire et définitive sont délivrées avec l'accord de la S.R.W.L. Cet accord ne préjuge en rien de la part contributive de la Région.

La Société est tenue de prendre toutes mesures conservatoires utiles à l'égard des bâtiments à démolir ou à réhabiliter.

Article 6 — Délai

La Société s'engage à transmettre à la Division du Logement le résultat de l'adjudication des travaux, dans les trois ans de la signature de la présente convention.

Article 7 — Subvention

7.1. Montant provisoire

Pour ce qui concerne les immeubles à transformer ou à améliorer, le montant de l'intervention de la Région est fixé provisoirement comme suit :

Intervention dans le coût d'acquisition :	F.
Coût des travaux estimé, T.V.A. comprise :	F.
Frais généraux 10 % :	F.

TOTAL :	F.
Arrondi à :	F.

7.2. Montant définitif

Le montant d'intervention de la Région est fixé définitivement par le Ministre comme précisé au point 7.1. après adjudication des travaux.

7.3. Liquidations

§ 1^{er}. Dès la fixation définitive du montant de l'intervention de la Région, l'administration procède à son engagement budgétaire et à la liquidation globale de la subvention sur un compte spécial de la S.R.W.L.

§ 2. Dans le cas des travaux de transformation ou d'amélioration, la S.R.W.L. verse cette subvention à la Société selon les modalités suivantes :

- 30 % à l'ordre de commencer les travaux et sur production de l'acte authentique d'acquisition;
- 50 % sur justificatifs de l'utilisation de la 1^{re} tranche;
- 20 %, soit le solde, sur justificatifs de l'utilisation de la 2^e tranche.

Dans les deux mois de la fin des travaux, la Société transmet à la S.R.W.L. un décompte final des travaux.

§ 3. Dans le cas des travaux de démolition, la S.R.W.L. liquide à la Société la totalité du subside sur présentation du décompte final des travaux et de l'acte authentique d'acquisition.

Article 8 — Cession de droits immobiliers

En cas de vente d'un logement assaini ou de cession des droits réels sur celui-ci, la Société soumet à l'approbation du Ministre la convention de vente ou de cession.

Article 9 — Remboursement

§ 1^{er}. En cas de vente d'un logement assaini ou de cession des droits réels sur celui-ci la Société verse sur le compte spécial de la S.R.W.L. la part de la subvention afférente à ce logement conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement du 20 mars 1997.

Ce versement s'effectue dans les deux mois de la passation de l'acte.

§ 2. En cas de non-respect des obligations légales ou des engagements pris par la présente convention, la Société rembourse les sommes perçues sur le compte spécial de la S.R.W.L.

Fait en double exemplaire à Namur, le.....

Pour la Société :

Le Président,

Le gérant,

Pour la Région wallonne :
Le Ministre de l'Action sociale,
du Logement et de la Santé,
W. Taminiaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 2 juin 1997 portant exécution des articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 1997 relatif à l'octroi de subventions en vue de la transformation, de l'amélioration et de la démolition d'habitations insalubres.

Namur, le 2 juin 1997.

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 1471

[C - 97/27367]

2. JUNI 1997 — Ministerialerlaß zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 über die Gewährung von Zuschüssen zwecks des Umbaus, der Verbesserung oder des Abbruchs gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Aufgrund des durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 1. Dezember 1988 und das Dekret vom 19. Dezember 1996 abgeänderten Artikels 74 des Wohnungsgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 über die Gewährung von Zuschüssen zwecks des Umbaus, der Verbesserung oder des Abbruchs gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe, insbesondere der Artikel 3 und 4,

Beschließt:

Artikel 1 - Einreichung des Antrags.

Der Zuschußantrag, zusammen mit den in Artikel 3 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 vorgesehenen Unterlagen, ist der Abteilung Wohnungswesen des Ministeriums der Wallonischen Region zuzuschicken, und eine Abschrift davon ist der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbau-gesellschaft für die Wallonie) zu übermitteln.

Art. 2 - Vollversammlung.

§ 1 - Innerhalb der zwei Monate, nachdem der Antrag für vollständig erklärt worden ist, veranstaltet die "Société régionale wallonne du Logement" auf Antrag der Abteilung Wohnungswesen hin die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 erwähnte Vollversammlung. Sie legt das Datum fest und beruft die Parteien ein.

Dieser Versammlung wohnen die folgenden Personen bei:

— der Generaldirektor der "Société régionale wallonne du Logement" oder sein Beauftragter, der den Vorsitz der Versammlung führt;

— ein Vertreter der anerkannten Gesellschaft, der ggf. vom Projektautor begleitet wird;

— ein Vertreter der Gemeinde, auf deren Gebiet die Immobiliengüter gelegen sind;

— ein Vertreter der Abteilung Wohnungswesen;

— ein Vertreter der Abteilung Raumordnung und Städtebau;

— wenn seine Anwesenheit für notwendig gehalten wird, jeglicher andere Vertreter einer öffentlichen Behörde bzw. einer öffentlichen Dienststelle.

Mindestens zwanzig Tage vor dem gewählten Datum übermittelt die anerkannte Gesellschaft jeder der einberufenen Parteien ein Exemplar der vollständigen Akte.

§ 2 - Im Laufe der Vollversammlung wird ein Besuch an Ort und Stelle vorgenommen und wird die von der Gesellschaft vorgelegte Akte überprüft. Jeder Teilnehmer teilt seine Meinung über das geplante Geschäft mit.

Außerdem teilt jeder ggf. seine Bemerkungen, Empfehlungen oder Vorschläge mit.

Den nicht vertretenen Parteien ist die Möglichkeit gegeben, vor der Versammlung ihre Bemerkungen schriftlich mitzuteilen. Sie dürfen sich jedoch nicht darauf berufen, um die Schlußfolgerungen der Versammlung anzufechten.

Innerhalb fünfzehn Tagen nach der Versammlung übermittelt der Generaldirektor der "Société régionale wallonne du Logement" den betroffenen Parteien das Protokoll der Versammlung, in dem alle Bemerkungen, Empfehlungen und Vorschläge aufgenommen sind.

Dieses Protokoll gilt als genehmigt, wenn innerhalb fünfzehn Tagen nach dessen Zustellung keine Beanstandung geäußert worden ist.

Im Protokoll der Vollversammlung muß Stellung über die folgenden Punkte genommen werden:

a) der Grad der gesundheitlichen Unzuträglichkeit der für die Maßnahme vorgeschlagenen Immobilien;

b) die Zweckmäßigkeit der erwogenen Erwerbe;

c) für die Verbesserungs- oder Umbauarbeiten, die vorgeschlagene Raumaufteilungsart für die Wohnungen und der Umfang der beabsichtigten Arbeiten;

d) der Gesamtbetrag der Kosten, die für den etwaigen Abschluß des in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 vorgesehenen Abkommens berücksichtigt werden könnten.

Art. 3 - Beschlüsse

Innerhalb des Monats, in dem das Protokoll der Vollversammlung erhalten wird, unterbreitet die Verwaltung der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes dem Minister die folgenden Unterlagen, damit er darüber entscheidet:

- a) die Erlasse zur Erklärung der gesundheitlichen Unzuträglichkeit der betroffenen Immobilien;
- b) eine Depesche, die der anerkannten Gesellschaft erlaubt, die besagten Immobilien zu erwerben;
- c) ein Abkommensprojekt, das dem in der Anlage zum vorliegenden Erlaß vorgesehenen Muster entspricht, als feste Zusage hinsichtlich der Beteiligung der Region gilt und die Höhe dieser Beteiligung vorläufig festlegt.

Art. 4 - Projekt

Innerhalb zwei Jahren nach der Unterzeichnung des ministeriellen Abkommens und vor der Ausschreibung der Arbeiten muß die Gesellschaft der Abteilung Wohnungswesen das Projekt der vorgeschlagenen Arbeiten zur Genehmigung vorlegen. Diesem Projekt muß das günstige Gutachten der "Société régionale wallonne du Logement" beigefügt werden.

Art. 5 - Das Ergebnis der Ausschreibung der Arbeiten wird der Abteilung Wohnungswesen übermittelt, um die Genehmigung des Ministers einzuholen und die endgültige Festlegung der Höhe der Beteiligung der Region zu erhalten.

Wenn der Antrag innerhalb drei Jahren nach der Unterzeichnung des in Artikel 3 c) erwähnten ministeriellen Abkommens nicht eingereicht worden ist, verliert die Gesellschaft jeden Anspruch auf das besagte Abkommen.

Namur, den 2. Juni 1997

W. TAMINIAUX

—
Anlage

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION
Anwendung des Artikels 74 des Wohngesetzbuches
ABKOMMEN

Zwischen der Wallonischen Region, vertreten durch den Herrn Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört,

nachstehend "die Region" und "der Minister" genannt, einerseits,
und der anerkannten Gesellschaft ".....", gelegen, vertreten durch ihren Vorsitzenden und ihren Geschäftsführer,
nachstehend "die Gesellschaft" genannt, andererseits;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 über die Gewährung von Zuschüssen zwecks des Umbaus, der Verbesserung oder des Abbruchs gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe;

Aufgrund des am abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 2. Juni 1997 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 über die Gewährung von Zuschüssen zwecks des Umbaus, der Verbesserung oder des Abbruchs gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe,

Würde Folgendes vereinbart:

Artikel 1 — Gegenstand des Abkommens

Die Region gewährt der Gesellschaft unter den Bedingungen des vorliegenden Abkommens einen Zuschuß zu folgenden Zwecken:

Erwerb und Umbau oder Verbesserung des bzw. der Immobilien gelegen in

—

—

Dieser Zuschuß wird bewilligt, sofern die Kosten der betroffenen Erwerbe und Arbeiten nicht von der Region aufgrund anderer gesetzlicher bzw. ordnungsmäßiger Bestimmungen übernommen werden.

Art. 2 — Zweckbestimmung

Die erworbenen Immobilien, die Gegenstand von Abbruch-, Umbau- oder Verbesserungsarbeiten sind, müssen eine Zweckbestimmung erhalten, die den Beschlüssen der Vollversammlung entspricht.

Art. 3 — Erwerb der Immobiliengüter

Die Immobilien werden auf Veranlassung der Gesellschaft erworben.

Die Verträge werden durch die Vermittlung des "Comité d'Acquisition d'Immeubles" (Gebäudeerwerbsausschusses), der für das Gebiet zuständig ist, abgeschlossen.

Das Erwerbsverfahren muß mit dem Einverständnis der "Société régionale wallonne du Logement" erfolgen.

Das durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 vorgesehene Dringlichkeitsverfahren für Enteignungen darf angewandt werden.

Art. 4 — Untersuchung des Projekts

Die Gesellschaft verpflichtet sich, das Projekt der Arbeiten unter Berücksichtigung der bei der Vollversammlung vom geäußerten Anweisungen und Bemerkungen untersuchen zu lassen.

Dieses Projekt bezweckt den Bau von Wohnungen mit folgender Verteilung:

— Einzimmerwohnung(en)

— Wohnung(en) mit 1 Schlafzimmer;

— Wohnung(en) mit 2 Schlafzimmern;

— Wohnung(en) mit 3 Schlafzimmern.

Art. 5 — Ausführung der Arbeiten

Die Arbeiten unterliegen der für die öffentlichen Aufträge geltenden Regelung. Die Auftragnehmer werden durch die Gesellschaft bezeichnet. Einem begründeten Bericht zufolge darf die Gesellschaft Regiearbeitsverträge abschließen.

Die Lastenhefte und Grundunterlagen der Ausschreibung sowie die Bezeichnung der Auftragnehmer werden der vorherigen Genehmigung des Ministers durch die Vermittlung der Abteilung Wohnungswesen vorgelegt.

Die vorläufige und die endgültige Abnahme werden mit der Zustimmung der SRWL erteilt. Dieses Einverständnis bildet keinen Vorbescheid über den Beitragsanteil der Region.

Die Gesellschaft muß jede nützliche Sicherungsmaßnahme für die abzubrechenden bzw. zu sanierenden Gebäude ergreifen.

Art. 6 — Frist

Die Gesellschaft verpflichtet sich, innerhalb drei Jahren nach der Unterzeichnung des vorliegenden Abkommens der Abteilung Wohnungswesen das Ergebnis der Ausschreibung der Arbeiten zu übermitteln.

Art. 7 — Zuschuß

7.1. Vorläufiger Betrag

Was die umzubauenden bzw. zu verbessernden Immobilien betrifft, ist die Höhe der Beteiligung der Region vorläufig wie folgt festgelegt:

Beteiligung an den Erwerbskosten:	BEF
Veranschlagte Arbeitskosten, einschl. MwSt.:	BEF
Allgemeine Unkosten 10 %:	BEF

GESAMTBETRAG:	BEF
Aufgerundet auf:	BEF

7.2. Endgültiger Betrag

Die Höhe der Beteiligung der Region wird vom Minister, wie im Punkt 7.1. vorgesehen, nach der Ausschreibung der Arbeiten endgültig festgelegt.

7.3. Auszahlungen

§ 1 - Sobald der Betrag der Beteiligung der Region endgültig festgelegt worden ist, nimmt die Verwaltung die Eintragung als Verpflichtungsermächtigung in den Haushalt und die globale Auszahlung des Zuschusses auf ein Sonderkonto der S.R.W.L. vor.

§ 2 - Bei Umbau- oder Verbesserungsarbeiten zahlt die S.R.W.L. diesen Zuschuß an die Gesellschaft nach den folgenden Modalitäten ein:

- a) 30 % bei der Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten und gegen Vorlage der beglaubigten Erwerbsurkunde,
- b) 50 % gegen Vorlage der Belege bezüglich der Verwendung des ersten Teilbetrages,
- c) 20 %, d.h. der Restbetrag, gegen Vorlage der Belege bezüglich der Verwendung des zweiten Teilbetrages.

Innerhalb zweier Monate nach Beendigung der Arbeiten übermittelt die Gesellschaft der S.R.W.L. eine Endabrechnung der Arbeiten.

§ 3 - Im Falle von Abbrucharbeiten zahlt die S.R.W.L. den gesamten Zuschuß an die Gesellschaft gegen Vorlage der Endabrechnung der Arbeiten und der beglaubigten Erwerbsurkunde.

Art. 8 — Abtretung von Immobilienrechten

Beim Verkauf einer sanierten Wohnung oder bei der Abtretung der dinglichen Rechte auf diese Wohnung legt die Gesellschaft das Verkauf- bzw. Abtretungsabkommen dem Minister zur Genehmigung vor.

Art. 9 — Rückzahlung

§ 1 - Beim Verkauf einer sanierten Wohnung oder bei der Abtretung der dinglichen Rechte auf diese Wohnung zahlt die Gesellschaft gemäß Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 den mit dieser Wohnung verbundenen Zuschußanteil auf das Sonderkonto der S.R.W.L. ein.

Diese Einzahlung erfolgt innerhalb zwei Monaten nach dem Abschluß des Vertrages.

§ 2 - Bei Nichteinhaltung der gesetzlichen Verpflichtungen oder der durch das vorliegende Abkommen eingegangenen Verbindlichkeiten zahlt die Gesellschaft die bezogenen Beträge auf das Sonderkonto der S.R.W.L. zurück.

In Namur in doppelter Ausfertigung ausgestellt, am

Für die Gesellschaft:

Der Vorsitzende,

Der Geschäftsführer,

Für die Wallonische Region:

Der Minister der Sozialen Maßnahmen,
des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. Taminiaux.

Gesehen, um dem Ministerialerlaß vom 2. Juni 1997 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 1997 über die Gewährung von Zuschüssen zwecks des Umbaus, der Verbesserung oder des Abbruchs gesundheitsschädlicher Wohnkomplexe beigefügt zu werden.

Namur, den 2. Juni 1997

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 1471

[C - 97/27367]

2 JUNI 1997. — Ministerieel besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997 tot toekenning van toelagen voor de verbouwing, verbetering of sloping van ongezonde woningcomplexen

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Gelet op artikel 74 van de Huisvestingscode, gewijzigd bij het decreet van 1 december 1988 van de Waalse Gewestraad en bij het decreet van 19 december 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997 tot toekenning van toelagen voor de verbouwing, verbetering of sloping van ongezonde woningcomplexen, inzonderheid op de artikelen 3 en 4,

Besluit :

Artikel 1. Indiening van de aanvraag

De aanvraag om toelagen moet ingediend worden bij de Afdeling Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest, samen met de documenten die bedoeld worden in artikel 3, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997 tot toekenning van toelagen voor de verbouwing, verbetering of sloping van ongezonde woningcomplexen. Een afschrift van de aanvraag wordt aan de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) gezonden.

Art. 2. Plenaire vergadering

§ 1. Binnen twee maanden nadat de aanvraag volledig is verklaard, belegt de "Société régionale wallonne du Logement" de in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997 bedoelde plenaire vergadering op verzoek van de Afdeling Huisvesting. Zij stelt er de datum van vast en roept de partijen bijeen.

De vergadering wordt bijgewoond door :

— de directeur-generaal van de "Société régionale wallonne du Logement" die de vergadering voorziet, of door zijn afgevaardigde;

— een vertegenwoordiger van de erkende maatschappij, eventueel begeleid door de ontwerper;

— een vertegenwoordiger van de gemeente op het grondgebied waarvan de bedoelde gebouwen gelegen zijn;

— een vertegenwoordiger van de Afdeling Huisvesting;

— een vertegenwoordiger van de Afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw;

— elke andere vertegenwoordiger van een overheid of openbare dienst, wiens aanwezigheid nodig geacht wordt.

Minstens twintig dagen vóór de besproken datum stuurt de erkende maatschappij een exemplaar van het volledige dossier aan elke betrokken partij.

§ 2. Tijdens de plenaire vergadering wordt een bezoek ter plaatse gebracht en wordt het door de maatschappij ingediende dossier onderzocht. Elke deelnemer brengt advies uit over de geplande verrichting.

Bovendien deelt iedereen desnoods zijn opmerkingen, suggesties en voorstellen mede.

De niet-vertegenwoordigde partijen kunnen hun opmerkingen vóór de vergadering schriftelijk indienen. Ze mogen er zich evenwel niet op beroepen om de op het einde van de vergadering genomen beslissingen te betwisten.

Binnen vijftien dagen na de vergadering geeft de directeur-generaal van de "Société régionale wallonne du Logement" de betrokken partijen kennis van het proces-verbaal waarin alle geformuleerde opmerkingen, suggesties en voorstellen zijn opgenomen.

Het proces-verbaal wordt geacht goedgekeurd te zijn indien binnen vijftien dagen na kennisgeving ervan geen opmerkingen worden ingediend.

Het proces-verbaal moet zich uitspreken over de volgende punten :

a) de graad van ongezondheid van de voor de verrichting voorgestelde gebouwen;

b) de opportuniteit om tot de geplande aankopen over te gaan;

c) wat de verbeterings- of verbouwwerken betreft, de voorgestelde inrichting van de woningen en de omvang van de geplande werken;

d) het totaalbedrag van de kosten dat in aanmerking kan worden genomen om de in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997 bedoelde overeenkomst eventueel te sluiten.

Art. 3. Beslissingen

Binnen de maand waarin het Bestuur van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium het proces-verbaal van de plenaire vergadering in ontvangst neemt, onderwerpt het de volgende documenten aan de beslissing van de Minister :

a) de besluiten tot erkenning van de ongezondheid van de betrokken gebouwen;

b) een officieel bericht waarbij de erkende maatschappij gemachtigd wordt om deze gebouwen aan te kopen;

c) een ontwerp van overeenkomst dat overeenstemt met het bijgaande model, waarin de vaste belofte van tegemoetkoming van het Gewest voorkomt en waarbij het bedrag ervan voorlopig wordt vastgesteld.

Art. 4. Ontwerp

De maatschappij moet het ontwerp van de voorgestelde werken binnen twee jaar na de ondertekening van de ministeriële overeenkomst en vóór de aanbesteding van de werken ter goedkeuring voorleggen aan de Afdeling Huisvesting. Bij het ontwerp moet het gunstige advies van de "Société régionale wallonne du Logement" worden gevoegd.

Art. 5. Het resultaat van de aanbesteding van de werken wordt aan de Afdeling Huisvesting meegedeeld vooraleer de Minister zijn toestemming geeft om het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest definitief vast te stellen.

Als de maatschappij deze aanvraag niet heeft ingediend binnen drie jaar na de ondertekening van de in artikel 3, c), bedoelde ministeriële overeenkomst, verliest zij elk voordeel dat eraan verbonden is.

Namen, 2 juni 1997.

W. TAMINIAUX

—
Bijlage

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
Toepassing van artikel 74 van de Huisvestingscode
OVEREENKOMST

Tussen, enerzijds, het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Minister van Huisvesting, hierna het Gewest en de Minister genoemd,
en, anderzijds, de erkende maatschappij ".....", gevestigd te, vertegenwoordigd door haar voorzitter en haar zaakvoerder, hierna de Maatschappij genoemd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997 tot toekenning van toelagen voor de verbouwing, verbetering of sloping van ongezonde woningcomplexen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 juni 1997 tot uitvoering van de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997 tot toekenning van toelagen voor de verbouwing, verbetering of sloping van ongezonde woningcomplexen,

Werd het volgende overeengekomen :

Artikel 1 — Onderwerp van de overeenkomst

Onder de voorwaarden van deze overeenkomst verleent het Gewest de Maatschappij een toelage voor :

— de aankoop en de verbouwing of de verbetering van het (de) gebouw(en) gevestigd te

—
—

De toelage wordt verleend voor zover de betrokken aankopen en werken niet door het Gewest worden uitgevoerd krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen.

Artikel 2 — Bestemming

De aangekochte gebouwen, die het voorwerp uitmaken van slopings-, verbouwings- of verbeteringswerken, moeten een bestemming krijgen die overeenstemt met de beslissingen van de plenaire vergadering.

Artikel 3 — Aankoop van onroerende goederen

De aankopen worden op initiatief van de Maatschappij verricht.

De akten worden opgemaakt door bemiddeling van het "Comité voor de Aankoop van Onroerende Goederen" van het gebied.

De "Société régionale wallonne du Logement" moet instemmen met de aankoopprocedure.

De bij de wet van 26 juli 1962 bepaalde rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen kan worden toegepast.

Artikel 4 - Onderzoek van het ontwerp

De Maatschappij verbindt zich ertoe het ontwerp van de werken te laten onderzoeken met inachtneming van de richtlijnen en opmerkingen die gedurende de plenaire vergadering van 2 juni 1997 geformuleerd werden.

Het ontwerp beoogt de oprichting van... woningen, die als volgt verdeeld zijn :

— eenkamerappartement(en);

— eenkamerwoning(en);

— tweekamerwoning(en);

— driekamerwoning(en).

Artikel 5 — Uitvoering van de werken

De werken vallen onder het stelsel van de openbare opdrachten. De aannemers worden door de Maatschappij aangewezen. De Maatschappij kan zich beroepen op de procedure van de werken in regie, mits gemotiveerd verslag.

De bestekken en basisdocumenten voor de aanbesteding zijn, net zoals de aanwijzing van de aannemers, via de Afdeling Huisvesting onderworpen aan de voorafgaande instemming van de Minister.

De voorlopige en definitieve goedkeuringen worden met de instemming van de "S.R.W.L." gegeven. Dit akkoord loopt gezinszins vooruit op de bijdrage van het Gewest.

De Maatschappij is gehouden alle nodige conservatoire maatregelen te treffen m.b.t. de te slopen of te renoveren gebouwen.

Artikel 6 — Termijn

De Maatschappij verbindt zich ertoe het resultaat van de aanbesteding van de werken binnen drie jaar na de ondertekening van deze overeenkomst aan de Afdeling Huisvesting mede te delen.

Artikel 7 — Toelage

7.1. Voorlopig bedrag

Wat betreft de te verbouwen of de te verbeteren gebouwen, wordt het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest voorlopig vastgesteld als volgt :

Tegemoetkoming in de aankoopkosten :	BEF
Geraamde kosten van de werken, inclusief BTW :	BEF
Algemene onkosten 10 % :	BEF

TOTAAL :	BEF
----------	-----

Afgerond op :	BEF
---------------	-----

7.2. Definitief bedrag

Zoals bepaald onder 7.1. stelt de Minister het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest definitief vast na de aanbesteding van de werken.

7.3. Stortingen

§ 1. Zodra het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest definitief vastgesteld is, gaat het Bestuur over tot de budgettaire vastlegging ervan en wordt het bedrag op een bijzondere rekening van de "S.R.W.L." gestort.

§ 2. In geval van verbouwings- of verbeteringswerken stort de "S.R.W.L." deze toelage als volgt :

- 30 % wanneer de opdracht wordt gegeven om de werken aan te vatten en op vertoon van de authentieke akte;
- 50 % op vertoon van het bewijs van de aanwending van de eerste tranche;
- 20 %, d.i. het saldo, op vertoon van het bewijs van de aanwending van de tweede tranche.

Binnen twee maanden na het einde van de werken zendt de Maatschappij de "S.R.W.L." een eindafrekening toe.

§ 3. In geval van slopingswerken betaalt de "S.R.W.L." de Maatschappij het totaalbedrag van de toelage op vertoon van de eindafrekening en van de authentieke aankoopakte.

Artikel 8 — Overdracht van onroerende rechten

In geval van verkoop van een gesaneerde woning of van overdracht van zakelijke rechten erop legt de Maatschappij de verkoop- of overdrachtsovereenkomst ter goedkeuring voor aan de Minister.

Artikel 9 — Terugbetaling

§ 1. In geval van verkoop van een gesaneerde woning of van overdracht van zakelijke rechten erop stort de Maatschappij het deel van de toelage dat voor die woning bestemd is, op de bijzondere rekening van de "S.R.W.L.", overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997.

Dat bedrag moet binnen twee maanden na het opmaken van de akte gestort worden.

§ 2. Indien de wettelijke verplichtingen of de krachtens deze overeenkomst aangegane verbintenissen niet worden nagekomen, stort de Maatschappij de ontvangen sommen terug op de bijzondere rekening van de "S.R.W.L."

In tweevoud te Namen opgemaakt op

Voor de Maatschappij :

De Voorzitter,

de zaakvoerder,

Voor het Waalse Gewest :

De Minister van Sociale Actie,

Huisvesting en Gezondheid,

W. Taminiaux.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van de Waalse Regering van 2 juni 1997 tot uitvoering van de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 1997 tot toekenning van toelagen voor de verbouwing, verbetering of sloping van ongezone woningcomplexen.

Namen, 2 juni 1997.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
W. TAMINIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[S - C - 97/2058]

14 JUILLET 1997. — Arrêté ministériel relatif à la composition de la Commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences

Le Ministre de la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, notamment l'article 2bis, § 1^{er}, inséré par l'arrêté royal du 16 novembre 1981 et modifié par l'arrêté royal du 26 août 1987 et par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1990 portant remplacement du président de la Commission des recours en matière de congés, de disponibilité et d'absences, créée par l'article 2bis de l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat;

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[S - C - 97/2058]

14 JULI 1997. — Ministerieel besluit betreffende de samenstelling van de Commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid

De Minister van Ambtenarenzaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, inzonderheid op artikel 2bis, § 1, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 november 1981 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 augustus 1987 en bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1990 tot vervanging van de voorzitter van de Commissie voor beroep inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheid, opgericht bij artikel 2bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen;